



Culture

Tanela Boni : «*L'ivoirité divise les ivoiriens*»

Tanela Boni est ivoirienne, professeur titulaire de philosophie à l'Université de Cocody à Abidjan et par ailleurs critique littéraire et critique d'art. Tchad et Culture l'a rencontrée en marge des travaux du Nouveau Congrès des Écrivains d'Afrique et de ses diasporas tenu à N'djaména. Un franc-parler peu commun qui prouve son engagement.

T.C. : Le thème général du nouveau congrès porte sur l'engagement. A quoi l'écrivain africain doit-il s'engager ?



Tanela Boni en marge du nouveau congrès des écrivains d'Afrique et de ses diasporas tenu à N'Djaména/Tchad

T. B. : D'abord, il doit s'engager dans son écriture. Comme citoyen d'un pays, l'écrivain ne doit pas rester les yeux fermés devant les problèmes qui l'entourent. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les problèmes. Il doit rester éveillé et vigilant, et résister ; il doit montrer que les problèmes peuvent avoir des solutions. Il doit résister à un certain nombre de tentations comme celle

d'être récupéré par les politiques. Non pas parce qu'il ne peut pas jouer un rôle politique. Mais, il ne doit pas être récupéré par les politiques en tant qu'écrivain. Être engagé, c'est garder son esprit critique pour pouvoir éclairer les autres. C'est le rôle social de l'écrivain.

T.C. Faut-il dire au revoir à la Négritude, ou faut-il la garder comme fondement idéologique de l'écrivain négro-africain...

T.B. : La Négritude n'a pas seulement été un mouvement esthétique, mais aussi un mouvement de revendications sociales, culturelles, politiques. C'est ce que les philosophes appellent « un mouvement d'affirmation de soi ». A un moment donné, l'autre (ndlr : le Blanc) est venu. Il a d'abord été un négrier esclavagiste; dans un deuxième temps, il est venu s'installer dans les contrées lointaines et les a colonisées. Cela a fait que les Noirs ont subi un certain nombre de violences dans l'histoire. Le mouvement de la Négritude vient dire : « Nous ne sommes pas que des esclaves ; nous ne sommes pas que des colonisés. Nous avons aussi nos propres valeurs culturelles ».

Après les indépendances, les intellectuels en général et les écrivains en particulier se sont rendus compte que les attentes n'avaient pas été satisfaites. On s'est retrouvé dans la phase de désenchantement.

Plus le temps passe, plus on se rend compte qu'il n'y a plus de mouvement d'ensemble par rapport aux problèmes politiques, sociaux et culturels du continent et de ses diasporas. Des écrivains qu'on peut qualifier aujourd'hui d'individualités prennent la plume parce qu'ils ont quelque chose à dire. Ils aiment garder leur liberté. C'est pour cela que nos débats lors du congrès ont été très animés. D'aucuns se demandent pourquoi faire un mouvement d'ensemble alors que nos points de vue sont si divergents.

Mais, je pense que les problèmes de l'Afrique sont là, énormes. Même avec les individualités – et peut-être parce qu'il y a des individualités — il faudrait que les efforts s'unissent pour qu'il y ait d'autres mouvements d'ensemble, parce qu'on en a vraiment besoin, malgré les particularités de nos problèmes.

T.C. : Au nombre des problèmes préoccupants, il y a les violences, le sida, la pauvreté et la place de l'Afrique dans le contexte de la globalisation. Comment les écrivains pourront-ils créer une synergie pour relever le défi ?

T.B. : Les images de l'Afrique qui circulent dans le monde sont celles des famines, des réfugiés, des catastrophes, des guerres, etc. Nous devons montrer que nous ne sommes pas que ces cadavres, ces squelettes, etc.; que nous

avons d'autres choses positives. L'un des aspects par lesquels l'Afrique apparaît sous un angle positif, c'est ses créations culturelles en général, comme en musique, en peinture. Et le rôle de l'écrivain est de le mettre en évidence. Pour que l'Afrique puisse donner le meilleur d'elle-même, il faut qu'on laisse les artistes faire leur travail, qu'il y ait la liberté d'expression et de circulation. Or, souvent, ce n'est pas possible pour diverses raisons politiques, sociales, etc. extérieures à la création.

T.C. : Par rapport à la culture, vous aviez réagi négativement au symbole de Sankofa, évoqué par l'un des congressistes pour mettre l'accent sur la nécessité d'un retour aux sources pour l'écrivain négro-africain...

T.B. : J'ai réagi parce qu'un livre vient de paraître en France sur l'ivoirité et en couverture de ce livre, il y a justement ce symbole de Sankofa. Dans la tradition Akan (populations qui vivent de part et d'autre du Ghana et de la Côte d'Ivoire), il y a une mythologie autour d'un oiseau, le Sankofa. Celui-ci est capable de regarder et d'aller chercher loin derrière de quoi se nourrir avant de continuer son chemin. Dans la tradition, c'est un symbole positif. Or, depuis un moment, il y a en Côte d'Ivoire cette idéologie de l'ivoirité qui prend un aspect politique. Au départ, c'était un homme de lettres très populaire en Côte d'Ivoire, mort en 1995, qui aurait employé pour la première fois le terme ivoirité. Pour lui, dont la mère vient du nord de la Côte d'Ivoire et le père, du sud, il fallait trouver un trait d'union, l'ivoirité comme étant cette culture qui viendrait rassembler le Nord et le Sud.

Mais, après la mort du président Houphouët Boigny en 1993, le concept de l'ivoirité a servi des causes politiques. On classe les Ivoiriens en « Ivoiriens de souche », en « et », en « ou ». (Les « et » sont des gens qui sont de père et de mère ivoiriens, les « ou » sont ceux de père ou de mère ivoirien, etc.). Parfois, cela va jusqu'aux contrôles des pièces d'identité et aux exactions. Cette idéologie a commencé à diviser les Ivoiriens.

La Côte d'Ivoire étant un carrefour, si vous dites que vous avez une idéologie qui s'appelle ivoirité, est-ce que tous les Ivoiriens s'y reconnaissent ? On ne peut pas construire une nation sur des principes qui divisent. Plus le temps passe, plus on se rend compte que tous les principes, toutes les lois, même la Constitution, tendent à diviser les Ivoiriens.

Aujourd'hui, le rôle des intellectuels et des écrivains est de sensibiliser sur ces problèmes explosifs. Ailleurs, comme en Europe, on est en train de construire.

Mais ici, non seulement on balkanise l'Afrique, mais à l'intérieur de chaque pays, les individus ne se parlent plus. C'est cela le problème.

T.C. : Quel a été et quel peut être le rôle de l'écrivain ivoirien dans cette situation de division généralisée ?

T.B. : Je me pose la question de savoir s'ils n'ont pas contribué à cela depuis le début. Sous Henri Konan Bédié, le gouvernement était celui des intellectuels. Ceux-là mêmes qui devaient réfléchir à la question se sont installés comme les piliers de la division. On dit que la Côte d'Ivoire est un pays démocratique, mais j'aurais voulu un peu plus de liberté d'expression, de pensée. Aujourd'hui, celle-ci est menacée dans la mesure où, de manière générale, tout se passe comme s'il y avait une voix, une pensée unique. Dès que vous regardez avec un œil critique, on vous taxe d'être de l'autre côté. Soit vous soutenez, soit vous vous taisez. Si vous soutenez, on applaudit, on vous décore. Si vous ne dites rien, on dit que vous êtes anti-patriote ou que vous appartenez à l'autre camp.

Il y a des écrivains, des artistes chanteurs qui ne peuvent plus rentrer en Côte d'Ivoire. L'exemple célèbre est celui de l'écrivain Ahmadou Kourouma qui, depuis le début de la guerre, ne peut pas rentrer. (Ndlr : Il est décédé en exil le 11 décembre 2003 à Lyon en France. Ses obsèques ont eu lieu le 17 décembre dans la même ville). Qu'a-t-il fait de mal ? Rien. Depuis un moment, le dialogue entre voisins, entre collègues n'est plus possible. Il règne un climat de délation, de haine de l'autre. Il nous appartient de résister. Et le silence fait partie de la résistance. Mais le contact avec le monde extérieur est aussi un moyen pour expliquer aux autres ce qui se passe réellement à l'intérieur. Il faut qu'on rassemble nos efforts. C'est en se mettant ensemble qu'on pourra résoudre les problèmes fondamentaux qui sont l'arbitraire, l'injustice et l'impunité qui empêchent l'Afrique d'aller de l'avant.

T.C. : La Côte d'Ivoire, votre pays, vit une période de turbulences, comme le Tchad à un moment donné de son histoire même si ce n'est pas totalement fini. Y a-t-il de rapprochement possible entre les causes de la guerre au Tchad et en Côte d'Ivoire ?

T.B. : Il y a une cause presque commune aux différentes guerres en Afrique. D'abord le partage du pouvoir. C'est autour du pouvoir que les guerres prennent naissance et perdurent. Qui va diriger ? Quel clan ? Mais, qui dit partage du pouvoir dit partage des richesses. C'est une deuxième cause possible. La troisième cause, c'est qu'il y a d'autres personnes qui ont intérêt à ce que les guerres naissent et perdurent. Dans une guerre, des armes circulent. Qui a

intérêt à ce que les armes circulent ? Qui a intérêt à ce que telle faction utilise telle arme contre l'autre faction ? Les guerres qu'on qualifie de tribales ne sont pas aussi simples que cela. Elles ont des causes politiques, économiques et extérieures.

Quelqu'un disait que maintenant, il y a le pétrole au Tchad. Mais, on sait aussi qu'autour de certaines richesses, l'ambiance peut se détériorer. Qui va exploiter ? Ensuite, chacune des puissances a sa préférence. Quelle est la personne ou la faction qui va nous permettre de mieux gérer la richesse ? Donc, même si les guerres en Afrique sont différentes, il y a un schéma qui peut les faire se ressembler.

T.C. : On voit souvent, surtout en Afrique, la main de la puissance colonisatrice derrière les guerres...

T.B. : Les causes des conflits en Afrique sont multiples. Il ne faut pas voir en tout instant la main de la France. Même s'il y a effectivement des intérêts à préserver par la France — et elle en a à préserver —, ce n'est pas toujours elle l'origine de la guerre. Dans un pays, quand les injustices s'accumulent et quand le pouvoir, au lieu d'être démocratique et de respecter les règles qui s'imposent, se comporte comme s'il serait éternel, on aboutit à des explosions, que ce soit sous forme de rébellion ou de coup d'État. Il ne faut pas toujours dire que c'est l'extérieur.

Regardons aussi à l'intérieur, chez nous, s'il n'y a pas les germes de la guerre. N'avons-nous vraiment rien à nous reprocher ? Dans le cas de la circulation des armes, si l'extérieur vend les armes et que nous refusons de les acheter, il ne va pas nous les imposer. C'est aussi une des tristes réalités de l'Afrique.

Propos recueillis

Par Nestor H. Malo